

		Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncé	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
<b>TOTAL 101 mesures (dont 5 "non abordées")</b>			<b>34</b>	<b>3</b>	<b>40</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	
<b>O - JUSTICE ET SÉCURITÉ</b>										
<b>&gt; Objectif 1 - Mener une action spécifique contre les criminels dangereux et lutter contre la récidive</b>										
1	Instaurer des peines planchers pour les multirécidivistes dès l'été 2007	Promesse								10/08/07 - Loi n°2007-1198 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs promulguée. 11/07/08 - Communication relative à l'application et les progrès engendrés par la loi n°2007-1198 présentée en Conseil des ministres
2	Refuser de laisser sortir un seul délinquant sexuel s'il ne prend pas l'engagement de suivre un traitement et s'il ne s'astreint pas à un système de pointage tous les quinze jours	Promesse								25/02/08 - Loi n°2008-174 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental promulguée
3	Reconnaître un droit de précaution pénale pour décider de la remise en liberté d'un criminel dangereux	Promesse								25/02/08 - Loi n°2008-174 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental promulguée
4	Renforcer l'efficacité du dispositif d'injonction de soins et retirer les réductions de peines automatiques pour les personnes ayant commis des crimes et délits sur des mineurs de moins de quinze ans et refusant pendant l'incarcération de suivre un traitement	Annonce								26/02/08 - Loi n° 2008-174 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental
5	Modifier la procédure de jugement des irresponsables pénaux pour cause de trouble mental en accordant aux juges la possibilité de prononcer une déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et de prononcer des mesures de sûreté à l'encontre de la personne reconnue irresponsable	Annonce								26/02/08 - Loi n° 2008-174 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental
6	Renforcer les obligations liées au suivi médical dans le cadre de la libération conditionnelle et interdire les réductions de peine pour certains condamnés qui refusent les soins en détention	Annonce								10/08/07 - Loi n°2007-1198 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs promulguée
7	Ouvrir le bénéfice de l'aide juridique aux personnes placées en rétention de sûreté afin qu'elles aient l'assistance d'un avocat	Annonce								05/11/08 - Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale présenté en Conseil des ministres. 03/11/09 - M. Alliot-Marie présente son projet de loi contre la récidive. 24/11/09 - Le projet de loi contre la récidive est adopté à l'Assemblée. 10/03/10 - La loi n°2010-242 relative à la récidive est promulguée
8	Prévoir la possibilité pour la commission de révision des condamnations pénales de soumettre à un contrôle extérieur la personne dont elle suspend la peine privative de liberté dans l'attente de la décision ultérieure de la Cour de révision	Annonce								05/11/08 - Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale présenté en Conseil des ministres. 03/11/09 - M. Alliot-Marie présente son projet de loi contre la récidive. 24/11/09 - Le projet de loi contre la récidive est adopté à l'Assemblée. 10/03/10 - La loi n°2010-242 relative à la récidive est promulguée
9	Renforcer l'incitation à accepter un traitement anti-libido (« castration chimique ») et signalement obligatoire, par le médecin traitant, d'un refus ou d'une interruption de traitement	Annonce								03/11/09 - M. Alliot-Marie présente son projet de loi contre la récidive. 24/11/09 - Le projet de loi contre la récidive est adopté à l'Assemblée. 10/03/10 - La loi n°2010-242 relative à la récidive est promulguée
10	Donner aux juges par la loi la possibilité de placer les criminels dangereux dans des centres spécialisés fermés pour qu'ils soient soignés une fois qu'ils ont purgé leur peine	Promesse								25/02/08 - Loi n°2008-174 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental promulguée. 21/02/08 - Décision n° 2008-562 DC du Conseil Constitutionnel. La loi ne s'appliquera pas de manière rétroactive comme cela était prévu
11	Prendre en compte l'avis du Conseil constitutionnel selon lequel la rétention de sûreté n'est possible qu'à la condition qu'un renforcement des mesures de surveillance apparaisse insuffisant pour prévenir la récidive criminelle et selon lequel le placement en rétention de sûreté d'une personne après l'exécution de sa peine suppose que l'intéressé ait été mis en mesure pendant sa détention de bénéficier d'une prise en charge	Annonce								05/11/08 - Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale présenté en Conseil des ministres. 03/11/09 - M. Alliot-Marie présente son projet de loi contre la récidive. 24/11/09 - Le projet de loi contre la récidive est adopté à l'Assemblée. 10/03/10 - La loi n°2010-242 relative à la récidive est promulguée
12	Prévoir que le placement sous surveillance de sûreté soit possible également directement à la sortie de prison de la personne dangereuse	Annonce								05/11/08 - Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale présenté en Conseil des ministres. 03/11/09 - M. Alliot-Marie présente son projet de loi contre la récidive. 24/11/09 - Le projet de loi contre la récidive est adopté à l'Assemblée. 10/03/10 - La loi n°2010-242 relative à la récidive est promulguée
13	Prévoir que les mesures de surveillance puissent reprendre à l'issue de l'exécution de la peine si la personne qui en fait l'objet vient, pendant leur exécution, à être à nouveau condamnée à une peine de prison	Annonce								05/11/08 - Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale présenté en Conseil des ministres. 03/11/09 - M. Alliot-Marie présente son projet de loi contre la récidive. 24/11/09 - Le projet de loi contre la récidive est adopté à l'Assemblée. 10/03/10 - La loi n°2010-242 relative à la récidive est promulguée
<b>&gt; Objectif 2 - Réformer la justice des mineurs</b>										
14	Entamer la réforme du droit pénal des mineurs à l'été 2007	Promesse								10/08/07 - Loi n°2007-1198 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs promulguée. 16/03/09 - R. Dati présente la réforme de l'ordonnance de 1945

		Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncé	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
15	Ecarter l'excuse de minorité, qui permet une atténuation de la responsabilité des mineurs délinquants, de plein droit pour les multirécidivistes violents de plus de 16 ans afin qu'ils encourrent la même peine que les majeurs et permettre au Tribunal pour enfants ou la Cour d'assises des mineurs de décider qu'il n'y a pas lieu de le faire bénéficier de l'atténuation de la peine, par exemple en cas de délit de violences volontaires commis en état de récidive	Annonce								10/08/07 - Loi n°2007-1198 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs promulguée
16	Protéger les mineurs de 13 ans en consacrant la possibilité d'un "couvre-feu"	Annonce								18/02/10 - Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure adoptée par l'Assemblée nationale
17	Augmenter le nombre de centres éducatifs fermés, notamment ceux dotés de soins psychiatriques renforcés	Annonce								16/03/09 - Présentation du bilan de l'action gouvernementale pour la justice des mineurs. 09/10/09 - L'Etat prévoit d'allouer 777 millions pour financer la justice des mineurs ainsi que l'ouverture de 5 centres éducatifs fermés et la mise en place de 4 nouvelles unités de suivi médico-psychologique au sein de ces centres. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
18	Fixer l'âge de la responsabilité pénale à 13 ans, l'âge de la majorité pénale à 18 ans et prévoir un régime civil spécial pour les jeunes de moins de 13 ans et appliquer deux régimes différents en matière de contrôle judiciaire et de détention provisoire selon la tranche d'âge (13-16 ans ou 16-18 ans)	Annonce								16/03/09 - R. Dati présente la réforme de l'ordonnance de 1945. 28/09/09 - M. Alliot-Marie annonce que le projet de loi du futur Code de justice pénale des mineurs sera finalisé d'ici l'été 2010. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
19	Adapter les peines en simplifiant et clarifiant le nouveau Code pour retenir 4 types de sanctions éducatives : l'avertissement judiciaire ; la remise à parents judiciaire ; le suivi éducatif en milieu ouvert ; le placement	Annonce								16/03/09 - R. Dati présente la réforme de l'ordonnance de 1945. 28/09/09 - M. Alliot-Marie annonce que le projet de loi du futur Code de justice pénale des mineurs sera finalisé d'ici l'été 2010. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
20	Assurer l'efficacité et la cohérence de l'action de la justice pénale en s'appuyant, pour un traitement plus rapide des procédures, sur de nouveaux outils tels que le dossier unique de personnalité qui devra regrouper tous les éléments nécessaires à une parfaite connaissance du mineur et de sa situation ou en conférant à la Protection Judiciaire de la Jeunesse un mandat de placement	Annonce								16/03/09 - R. Dati présente la réforme de l'ordonnance de 1945. 28/09/09 - M. Alliot-Marie annonce que le projet de loi du futur Code de justice pénale des mineurs sera finalisé d'ici l'été 2010. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour

### > Objectif 3 - Refonder la politique pénitentiaire française et améliorer les conditions de vie des détenus

21	Mettre en place un contrôleur général indépendant des prisons pour intervenir à tout moment et mettre un terme à des situations incompatibles avec les exigences du droit et de la dignité humaine	Promesse								30/10/07 - Promulgation de la loi n°2007/1545 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté. Décret du 13 juin 2008, nomination de Jean-Marie Delarue
22	Adopter une loi pénitentiaire pour définir ce qu'on attend des prisons et de se donner les moyens de sa politique	Promesse								19/11/07 - Remise du rapport du Comité d'orientation sur la loi pénitentiaire. 06/03/09 - Projet de loi pénitentiaire adopté par le Sénat. 13/10/09 - Loi pénitentiaire adoptée à l'Assemblée nationale. 25/11/09 - Loi n° 2009-1436 pénitentiaire promulguée
23	Reconnaître un ensemble de droits fondamentaux aux détenus en donnant notamment une garantie législative des droits civiques et sociaux tels que la domiciliation à l'établissement pénitentiaire, ainsi que dans le domaine de la vie privée et familiale, de l'accès à l'information et de la santé	Annonce								06/03/09 - Projet de loi pénitentiaire adopté par le Sénat. 13/10/09 - Loi pénitentiaire adoptée à l'Assemblée nationale. 25/11/09 - Loi n° 2009-1436 pénitentiaire promulguée
24	Renforcer l'autorité des personnels et mieux encadrer leur action notamment à travers l'élaboration d'un code de déontologie, une prestation de serment et la création d'une réserve civile pénitentiaire	Annonce								25/11/09 - Loi n° 2009-1436 pénitentiaire promulguée
25	Faciliter les aménagements de peine notamment pour les peines de moins de deux ans, pour les détenus âgés de 75 ans sans attendre d'avoir effectué au moins la moitié de leur peine et pour les personnes gravement malades	Annonce								25/11/09 - Loi n° 2009-1436 pénitentiaire promulguée
26	Distinguer les régimes de détention plus efficacement en affectant les détenus en fonction de leur personnalité et de leur dangerosité, en adaptant spécialement les cellules collectives à la vie à plusieurs	Annonce								25/11/09 - Loi n° 2009-1436 pénitentiaire promulguée
27	Se fixer comme objectifs pour les prisons : la poursuite de la construction d'établissements pénitentiaires, la réduction du nombre de personnes en détention provisoire (en réservant cette hypothèse aux cas d'atteinte ou de tentatives d'atteinte à l'intégrité physique des personnes) et le placement dans d'autres structures des personnes souffrant de troubles psychiatriques	Promesse								19/11/07 - Remise du rapport du Comité d'orientation sur la loi pénitentiaire. 19/02/08 - Signature d'un contrat PPP entre le Ministère de la Justice et le groupe Bouygues pour la construction de 3 nouvelles prisons. 13/10/09 - Loi pénitentiaire adoptée à l'Assemblée nationale. 25/11/09 - Loi n° 2009-1436 pénitentiaire promulguée
28	Développer l'hôpital prison (l'objectif serait de un par région)	Promesse								21/08/07 - N. Sarkozy annonce le projet d'hôpital-prison prévu à Lyon en 2009. 21/02/09 - L'administration pénitentiaire prévoit de créer à Seclin en 2011 une unité hospitalière spécialement aménagée (UHSA)
29	Diminuer la détention provisoire au profit de l'assignation à résidence, permettre qu'une personne mise en examen puisse être assignée à résidence sous bracelet électronique fixe ou mobile au lieu d'être placée en détention provisoire et développer plus généralement le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM)	Annonce								12/11/07 - Arrêté portant homologation du procédé de surveillance électronique mobile pris pour application du décret n° 2007- 1169 du 1er août 2007 portant modification du code de procédure pénale et relatif au placement sous surveillance électronique mobile. 25/11/09 - Loi n° 2009-1436 pénitentiaire promulguée

		Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncé e	En retard	Repor- tée	Abandon née	Suivi
30	Donner la possibilité d'accorder des dérogations à la règle selon laquelle la personne qui en a fait la demande est placée en cellule individuelle et dans l'attente de l'achèvement du programme immobilier pénitentiaire, et au plus tard dans la limite de cinq ans	Annonce								12/06/08 - Décret n° 2008- 546 relatif au régime de détention et modifiant le code de procédure pénale. 25/11/09 - Loi n° 2009-1436 pénitentiaire promulguée
31	Préparer la sortie des personnes détenues en utilisant les dispositifs de droit commun dans les domaines de la formation, de l'accès à l'emploi, de la santé, de l'hébergement, de la culture, des activités physiques et sportives et de la lutte contre la pauvreté et la précarité	Annonce								28/05/08 - Signature du protocole d'accord national entre le Ministère de la justice - Direction de l'administration pénitentiaire - et le MEDEF pour développer le partenariat d'entreprises. 13/10/09 - Loi pénitentiaire adoptée à l'Assemblée nationale. 25/11/09 - Loi n° 2009-1436 pénitentiaire promulguée
32	Lutter contre le suicide en prison en créant du matériel à vocation préventive (couverture indéchirable, pyjama à usage unique, etc.) et en mettant en place de nouvelles formations pour les personnels des quartiers de détention à risques (quartiers des arrivants, disciplinaires, d'isolement, établissements pour mineurs) pour leur permettre de détecter les détenus qui présentent un risque suicidaire	Annonce								02/04/09 - Remise du rapport Albrand sur la prévention des suicides en prison. 18/08/09 - M. Alliot-Marie annonce un plan de lutte contre le suicide en milieu carcéral. 18/01/10 - M. Alliot-Marie dévoile de nouvelles mesures visant à lutter contre le suicide en milieu carcéral
33	Encadrer davantage les personnes en situation de détresse psychologique et en quartier d'isolement par le développement de l'accès au téléphone et à la radio ainsi que la mise en place de "détenus de soutien" volontaires et stables, formés par les services médicaux de l'établissement, mais aussi par les associations spécialisées dans l'écoute et la prévention du suicide	Annonce								18/08/09 - M. Alliot-Marie annonce un plan de lutte contre le suicide en milieu carcéral. 18/01/10 - M. Alliot-Marie dévoile de nouvelles mesures visant à lutter contre le suicide en milieu carcéral
34	Améliorer la capacité et la qualité des prisons d'Outre-mer	Promesse								
<b>&gt; Objectif 4 - Accorder une plus grande place à la reconnaissance des victimes et à leurs droits</b>										
35	Créer dans chaque Tribunal de Grande Instance un juge délégué aux victimes	Annonce								15/11/07 - Décret n° 2007-1605 instituant le juge délégué aux victimes
36	Mettre en place un service dédié à l'indemnisation des victimes	Annonce								06/10/08 - Installation du Service d'aide au recouvrement des victimes d'infractions
37	Mettre fin aux décisions de non-lieu et mieux reconnaître les victimes, en prévoyant qu'en cas d'abolition du discernement d'une personne mise en examen, la chambre d'instruction rende, en audience publique, un arrêt de déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental. Cette mention sera inscrite au casier judiciaire	Annonce								26/02/08 - Loi n° 2008-174 du 25 février 2008 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental
38	Mettre en œuvre un plan triennal (2008-2010) de lutte contre les violences faites aux femmes en améliorant la compréhension du phénomène à travers des outils statistiques, en créant notamment un délit de violence psychologique, en expérimentant un dispositif de surveillance électronique, en accentuant l'effort de prévention et en coordonnant tous les acteurs et relais de l'action	Annonce								03/04/09 - V. Létard lance la deuxième phase de la campagne de communication contre les violences faites aux femmes. 27/03/09 - Loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion promulguée. 10/06/09 - V. Létard une campagne télévisée contre les violences faites aux femmes. 25/11/09 - Communication en Conseil des ministres relative à la lutte contre les violences faites aux femmes. 26/02/10 - Proposition de loi contre les violences faites aux femmes
39	Doubler en deux ans le nombre de psychologues pour l'accompagnement des victimes dans les commissariats et les brigades	Annonce								19/01/09 - Présentation des grandes orientations de la future Loi d'Orientation et de Programmation pour la Sécurité Intérieure. 27/05/09 - Présentation de la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure en Conseil des ministres, sans objectif chiffré précis. 16/02/10 - Loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure adoptée par l'Assemblée nationale
40	Définir les structures d'une coordination nationale pour la protection et la prise en charge des victimes de la traite des êtres humains	Annonce								02/12/08 - Mise en place d'un groupe de travail pluridisciplinaire sur la protection et la prise en charge des victimes de la traite des êtres humains. 26/01/10 - Création de la mission interministérielle sur la traite des êtres humains
41	Réprimer plus durement la violence conjugale	Promesse								21/11/07 - Disposition absente du Plan triennal (2008-2010) de lutte contre les violences faites aux femmes. 26/02/10 - Proposition de loi contre les violences faites aux femmes.
42	Prendre des mesures pour éviter les enlèvements familiaux et mieux appréhender et mieux combattre les violences intrafamiliales	Annonce								02/02/09 - Lettre de mission à Philippe Lagune. 14/04/09 - N. Morano annonce des mesures pour éviter les enlèvements familiaux, une partie sera mise en œuvre dans le cadre de la future loi sur l'autorité parentale. 18/06/09 - bilan des actions du Ministère de l'intérieur contre les violences intrafamiliales. 07/10/09 - Remise du rapport Léonetti sur l'autorité parentale. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
43	Créer une procédure d'habeas corpus qui garantira que personne ne soit envoyé ou maintenu en prison sans qu'une juridiction collégiale statuant en audience publique ne se soit prononcée. Elle devra aussi se faire présenter régulièrement chaque mise en cause pour vérifier la justification du maintien en détention préventive et l'état d'avancement des investigations	Promesse								
44	Étendre à toutes les maltraitances les dispositions législatives de 1998 (audition filmée des enfants)	Promesse								
<b>&gt; Objectif 5 - Moderniser les institutions et les procédures de la Justice</b>										

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncé	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
45	Réformer la carte judiciaire permettant d'avoir des tribunaux plus gros, mieux organisés et des magistrats moins isolés								15/02/08 - Décret 2008-145 modifiant le siège et le ressort des tribunaux d'instances, des juridictions de proximité et des tribunaux de grande instance
46	Choisir le président du Conseil Supérieur de la Magistrature parmi ses membres plutôt que de l'accorder au chef de l'État								24/07/08 - Promulgation de la Loi constitutionnelle n° 2008-724 de modernisation des institutions de la Ve République. Elle affirme que le Président de la République ne sera plus le Président du CSM
47	Mettre en place un plan d'urgence pour renforcer la sécurisation des juridictions								26/01/09 - Bilan de l'action du Ministère de la Justice
48	Mettre en place un plan de modernisation de la Justice, qui prévoit notamment la dématérialisation des procédures pénales pour 2008 et des procédures civiles pour 2009								17/11/07 - Décret n°2007-1620 du 15 novembre 2007 modifiant le code de procédure pénale (troisième partie : Décrets) et relatif à l'utilisation des nouvelles technologies
49	Moderniser la formation délivrée à l'Ecole Nationale de la Magistrature en réformant notamment l'épreuve de culture générale et en ouvrant la formation des magistrats à l'étranger								22/02/08 - Lancement de la réforme. 17/06/08 et 19/09/08 - Réforme du concours, de la scolarité et de la formation voté par le Conseil d'Administration de l'ENM. 01/01/09 - Décret n° 2008-1551 relatif à l'Ecole nationale de la magistrature
50	Réformer le CSM (Conseil Supérieur de la Magistrature) : il sera composé majoritairement de non magistrats, les citoyens pourront le saisir s'ils s'estiment victime de la négligence ou de la faute d'un magistrat et ils pourront participer aux jugements des affaires délictuelles les plus graves								24/07/08 - Loi constitutionnelle n° 2008-724 de modernisation des institutions de la Ve République promulguée. La formation sera composée de 8 non magistrats et 7 magistrats. La dernière disposition n'est pas présente
51	Augmenter les moyens de la Justice								24/12/07 - Loi n°2007-1822 de finances 2008 : hausse de 4,6% et 1.615 créations d'emplois. 28/12/08 - Loi n°2008-1425 de finances 2009 : hausse de 2,65% et 512 créations d'emplois. 09/10/09 - Le projet de loi de finances 2010 prévoit un budget en hausse de 3,42 % à 6,859 milliards d'euros
52	Améliorer l'efficacité de la protection des mineurs en créant une Ecole Nationale de Protection Judiciaire de la jeunesse, en instaurant un magistrat coordinateur au sein de chaque tribunal pour enfant et en créant des pôles enfance famille dans les tribunaux, en spécialisant les juges aux affaires familiales								06/02/08 - Décret n° 2008- 107 du 4 février 2008 modifiant le code de l'organisation judiciaire et relatif à la justice des mineurs. 10/02/08 - R. Dati inaugure l'Ecole nationale de Protection Judiciaire de la Jeunesse. 13/02/09 - N. Sarkozy présente les orientations de la politique familiale. 07/10/09 - Remise du rapport Léonetti sur l'autorité parentale
53	Mieux gérer les carrières et les ressources humaines du ministère de la Justice en portant une attention particulière aux conditions de travail des personnels de l'Administration Pénitentiaire								03/08/07 - Arrêtés du 30 juillet 2007 modifiant l'arrêté du 10 octobre 2001 relatif à l'organisation de la direction des services judiciaires. 26/02/09 - Remise du rapport sur les conditions de travail des personnels de l'Administration Pénitentiaire. Les premières mesures seront en place au 01/07/09. 11/05/09 - Signature du protocole d'accord avec les syndicats et l'Administration pénitentiaire. 21/12/09 - Lancement d'un groupe de travail sur l'amélioration des conditions de travail des personnels
54	Mobiliser 80 millions d'euros, dans le cadre du Plan de relance, pour le ministère de la Justice afin de conduire les travaux de rénovation nécessaires sur les prisons, maisons d'arrêt, palais de justice et accélérer le programme triennale visant à la création de 1700 places de quartiers de court séjour sur les trois années à venir								16/04/09 - Présentation des chantiers relatifs au volet Justice du Plan de relance. 01/12/09 - N.Sarkozy fait un premier bilan du plan de relance
55	Rénover les professions du droit en réfléchissant à la création d'une grande profession du droit								08/04/09 - Remise du rapport Darrois sur les professions du droit. 31/12/09 - Loi n° 2009-1674 de finances rectificative pour 2009 promulguée. 17/03/10 - M. Alliot-Marie présente un projet de loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées
56	Supprimer le juge d'instruction pour en faire un juge de l'instruction dans le cadre de la rénovation du Code pénale et du Code de procédure pénale								07/01/09 - Discours de N. Sarkozy à l'occasion de la rentrée solennelle de la Cour de cassation. 09/03/09 - Remise du rapport d'étape sur la modernisation du Code de procédure pénale. 01/08/09 - Remise du rapport Léger sur la réforme de la justice pénale prônant la suppression du juge d'instruction. 23/02/10 - M. Alliot-Marie présente la réforme de la procédure pénale
57	Supprimer le juge des libertés et de la détention et faire en sorte que l'instruction soit conduite par des juges expérimentés et travaillant davantage en équipe								23/02/10 - M. Alliot-Marie présente la réforme de la procédure pénale
58	Expérimenter la séparation entre les juges chargés des mineurs délinquants et les juges chargés de la protection de l'enfance en danger								16/03/09 - R. Dati présente la réforme de l'ordonnance de 1945. Le principe d'une double compétence civile et pénale du juge des mineurs est maintenu
59	Proposer la nomination d'un Procureur général de la Nation chargé d'appliquer une politique pénale décidée par la nation								
60	Renforcer et compléter les diverses chartes déontologiques existantes pour préserver le secret de l'instruction								

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncé	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
<b>&gt; Objectif 6 - Réformer les procédures de droit</b>									
61	Simplifier le régime des délais de droit commun et abaisser le délai de droit commun de 30 à 5 ans en matière de prescription civile	Annonce							18/06/08 - Loi n° 2008-561 portant réforme de la prescription en matière civile
62	Mettre en œuvre la réforme des tutelles et la réforme de la filiation	Annonce							27/12/08 - Décret n° 2008-1422 organisant la transmission d'informations sous forme anonyme aux observatoires départementaux de la protection de l'enfance et à l'Observatoire national de l'enfance en danger. 01/01/09 - Circulaire n° Civ/01/09 appliquant des dispositions législatives et réglementaires issues de la réforme du droit de la protection juridique des mineurs et des majeurs
63	Refondre de la procédure d'abus de droit en matière fiscale	Annonce							31/12/08 - Loi n°2008-1443 de finances rectificative pour 2008
64	Simplifier la procédure d'appel pour les justiciables	Annonce							10/06/08 - R. Dati lance la simplification de la procédure d'appel pour les justiciables. 13-14/02/09 - Remise du rapport sur la réforme de la postulation. 13/05/09 - Loi n° 2009-526 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures promulguée
65	Simplifier la répartition des contentieux civils entre juridictions, notamment en dépénalisant la diffamation	Annonce							14/01/08 - Installation du groupe de travail de la simplification de la répartition des contentieux. 30/06/08 - Remise du rapport Guinchard. 03/03/10 - M. Alliot-Marie présente un projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles
66	Réformer le droit des affaires	Annonce							20/02/08 - Remise du rapport Coulon. 15/04/10 - Aucune initiative n'a été prise à ce jour
<b>&gt; Objectif 7 - Faire face aux nouvelles formes de violences</b>									
67	Organiser des simulations virtuelles d'attentats multiples en France	Annonce							22/12/08 - M. Alliot-Marie participe à une simulation d'attentats multiples sur le territoire français
68	Mettre en place un plan d'information sur les escroqueries afin de "prévenir, détecter et réprimer" les escroqueries	Annonce							06/01/09 - M. Alliot-Marie présente la campagne d'information sur les escroqueries
69	Renforcer les moyens de défense face aux agressions numériques, faire de la sécurité des systèmes d'information un sujet prioritaire des politiques publiques, ouvrir le débat de l'indépendance technologique européenne et protéger le respect de la vie privée	Promesse							24/03/09 - M. Alliot-Marie présente les avancées du Plan d'action en matière de cybercriminalité. 27/05/09 - M. Alliot-Marie présente la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure en Conseil des ministres. 18/02/10 - B. Hortefeux lance le projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure adoptée par l'assemblée nationale
70	Créer au sein des directions départementales de la sécurité publiques des groupes spécialisés sur les violences urbaines et des groupes spécialisés sur la lutte contre la délinquance des cités spécialement formés	Annonce							18/03/09 - N. Sarkozy présente un Plan de lutte contre les bandes et les violences. 19/11/09 - Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes déposée à l'Assemblée nationale pour une deuxième lecture. 03/03/10 - Loi 2010-201 relative aux violences de groupes est promulguée
71	Créer un fichier dédié aux violences urbaines et aux phénomènes de bandes et doter le Code pénal d'une disposition qui réprimera de 3 ans d'emprisonnement le fait de faire partie, en connaissance de cause, d'un groupement, même formé de façon temporaire, poursuivant le but de commettre des atteintes volontaires contre les personnes ou contre certains biens	Annonce							18/03/09 - N. Sarkozy présente un Plan de lutte contre les bandes et les violences. 19/11/09 - Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes déposée à l'Assemblée nationale pour une deuxième lecture. 03/03/10 - Loi 2010-201 relative aux violences de groupes est promulguée
72	Développer une action ciblée sur les établissements scolaires les plus soumis aux intrusions et aux violences des abords, systématiser le dispositif de policiers référents dans les établissements scolaires et engager une réforme des qualifications pénales sanctionnant l'intrusion dans un établissement scolaire (l'intrusion sans habilitation ou autorisation devra être considérée comme un délit)	Annonce							18/03/09 - N. Sarkozy présente un Plan de lutte contre les bandes et les violences. 28/05/09 - Annonce de Nicolas Sarkozy lors d'un discours devant des acteurs de la sécurité, des magistrats et des inspecteurs d'académie. 03/10/09 - Installation des premières brigades de sécurité mobile. 23/02/10 - Le réseau des correspondants sécurité-école est réactivé et généralisé à tous les établissements du second degré. 03/03/10 - Loi 2010-201 relative aux violences de groupes promulguée
73	Lutter contre les violences et la présence d'armes dans les établissements scolaires en autorisant la fouille des sacs, en installant des portiques de sécurité à l'entrée des établissements et en rendant plus sévère la qualification pénale des intrusions dans les établissements scolaires et des violences commises sur un agent de l'Education nationale	Annonce							30/06/09 - Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes adoptée à l'Assemblée nationale. 23/09/09 - Circulaire relative à la sécurisation des établissements scolaires. 07/04/10 - Etats généraux de la sécurité à l'école. 23/09/09 - Présentation de mesures du plan de sécurisation de l'école ; la fouille des cartables n'est plus évoquée. 17/11/09 - Présentation du dispositif de formation des personnels d'encadrement de l'Education nationale aux thématiques de sécurité
74	Proposer avant l'été 2009 une réforme du commandement de la fonction de sécurité qui tienne compte de la logique d'agglomération	Annonce							18/03/09 - N. Sarkozy présente un Plan de lutte contre les bandes et les violences. 27/05/09 - Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure présenté en Conseil des ministres. 16/02/10 - Adoption par l'assemblée nationale de la loi d'orientation et de programmation pour la performance intérieure
75	Faire faces aux évolutions de la délinquance grâce aux nouvelles technologies, notamment à travers la lecture automatisée des plaques d'immatriculation, les enregistrement des gardes à vue, la modernisation des fichiers d'empreintes génétiques et digitales, l'armement et la protection des agents	Annonce							19/01/09 - M. Alliot-Marie présente les grandes orientations de la future Loi d'Orientation et de Programme pour la Sécurité Intérieure. 27/05/09 - Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure présentée en Conseil des ministres. 16/02/10 - Adoption par l'assemblée nationale de la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure

		Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncé e	En retard	Repor- tée	Abandon née	Suivi
76	Renforcer certaines sanctions contre la violence dans les stades	Annonce								19/01/09 - M. Alliot-Marie présente les grandes orientations de la future Loi d'Orientation et de Programme pour la Sécurité Intérieure. 27/05/09 - Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure présentée en Conseil des ministres. 16/02/10 - Adoption par l'assemblée nationale de la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure
77	S'engager pour la protection des enfants sur Internet notamment en bloquant des sites pédopornographiques et illégaux et les recenser sur une liste noire et en améliorant l'information des parents et des mineurs	Annonce								17/06/08 - Signature d'un accord cadre entre l'Etat et Microsoft relatif à la protection des mineurs sur internet. 01/09/08 - Une plaquette destinée aux parents est distribuée dans les écoles. 27/05/09 - Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure présentée en Conseil des ministres. 16/02/10 - Adoption par l'assemblée nationale de la loi d'orientation et de programmation pour la performance intérieure
78	Créer 96 cellules départementales spécifiques anti-cambriolages	Annonce								14/01/10 - B. Hortefeux s'engage à une réponse ciblée à chaque type d'insécurité lors du bilan de la sécurité en 2009. 18/02/10 - Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure adoptée par l'assemblée nationale
79	Lutter contre la maltraitance des personnes âgées	Annonce								23/02/10 -Le gouvernement présente de nouveaux engagements en matière de maltraitance des personnes âgées
80	Constituer 100 Unité territoriales de quartier et 23 compagnies de sécurisation dès la fin 2010	Annonce								01/10/08 - M. Alliot-Marie installe la 1ère compagnie de sécurisation en Seine-Saint-Denis. 18/03/09 - N. Sarkozy présente un Plan de lutte contre les bandes et les violences. 12/09 - Pincipales observations du rapporteur spécial à propos de la concentration des forces sur les nouveaux enjeux de la délinquance: depuis 2008, 35 UTEQ ont été créées. 17/12/10 - L'objectif des 100 UTEQ ne peut être atteint en 2010 d'après B.Hortefeux (rapport RGPP)
<b>&gt; Objectif 8 - Moderniser les forces de sécurité</b>										
81	Organiser la répartition des compétences entre le ministre de l'Intérieur, responsable de l'organisation, de l'emploi et des moyens de la Gendarmerie nationale, le ministre de la Défense pour l'exécution des missions militaires et l'autorité judiciaire pour l'exécution des missions judiciaires	Annonce								28/07/09 - Signature d'une convention qui assure la prise en charge d'une partie du soutien de la gendarmerie par le ministère de la Défense après le rattachement de la gendarmerie au ministère de l'Intérieur. 06/08/09 - Loi n° 2009-971 relative à la gendarmerie nationale promulguée
82	Placer les commandants d'unités territoriales sous l'autorité des préfets	Annonce								17/12/08 - Projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie nationale adopté au Sénat. 06/08/09 - Loi n° 2009-971 relative à la gendarmerie nationale promulguée
83	Simplifier l'engagement des unités de gendarmerie mobile pour le maintien de l'ordre, en ne rendant plus nécessaire le recours aux réquisitions	Annonce								17/12/08 - Projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie nationale adopté au Sénat. 06/08/09 - Loi n° 2009-971 relative à la gendarmerie nationale promulguée
84	Tripler le nombre de caméra surveillance d'ici à 2010 pour passer de 20 000 (chiffre 2007) à 60 000	Annonce								15/05/07 - Décret n°2007-916 portant création de la Commission nationale de la vidéosurveillance. 24/01/09 - Décret n° 2009-86 modifiant le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance. 18/02/10 - Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure adoptée par l'Assemblée nationale. 27/02/10 - Le Conseil constitutionnel censure certaines dispositions prévues relatives à la vidéosurveillance dans la loi sur les bandes violentes
85	Maintenir le potentiel opérationnel de la police et de la gendarmerie en allégeant les activités périphériques, en renforçant les emplois administratifs, techniques et scientifiques assumés par des personnels spécialisés et doter la Gendarmerie d'une véritable capacité de soutien en augmentant les limites d'âge des personnels du corps de soutien technique et administratif pour les aligner sur celles des personnels opérationnels	Annonce								12/08 - Premier bilan de la RGPP. 06/08/09 - Loi n° 2009-971 relative à la gendarmerie nationale promulguée
86	Mobiliser 100 millions d'euros supplémentaires pour l'équipement des forces de sécurité intérieure (Police Nationale et Gendarmerie) : véhicules modernes, plus propres et moins consommateurs en énergie	Annonce								12/03/09 - M. Alliot-Marie annonce une commande de 5300 véhicules auprès des constructeurs français. 16/02/10 - Adoption par l'Assemblée nationale de la loi d'orientation et de programmation pour la performance intérieure
87	Adapter la répartition territoriale des forces de sécurité aux évolutions de la délinquance, notamment en accroissant l'activité des groupements d'intervention régionaux contre le trafic de stupéfiants	Annonce								12/08 - Premier bilan de la RGPP. 12/05/09 - Deuxième bilan de la RGPP. 12/02/09 - M. Alliot-Marie réunit les responsables des groupements d'intervention régionaux (GIR) pour faire le bilan de l'année 2008, et présenter ses directives pour 2009. 06/08/09 - Loi n° 2009-971 relative à la gendarmerie nationale promulguée. 31/12/09 - Loi de finance pour 2010 promulguée
88	Intégrer une dimension internationale à la mission des forces de polices et de gendarmeries	Annonce								19/01/09 - M. Alliot-Marie présente les grandes orientations de la future Loi d'Orientation et de Programme pour la Sécurité Intérieure. 27/05/09 - Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure présentée en Conseil des ministres. 16/02/10 - Adoption par l'Assemblée nationale de la loi d'orientation et de programmation pour la performance intérieure
89	Améliorer le contrôle et le suivi des fichiers d'empreintes digitales ou génétiques et des fichiers STIC et Judex et faire en sorte que leur consultation à des fins administratives présentent les mêmes garanties pour les citoyens que celles prévues pour le fonctionnement du casier judiciaire et interdire toute forme d'interconnexion excessive	Promesse								27/05/09 - Loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure présentée en Conseil des ministres. 16/02/10 - Adoption par l'Assemblée nationale de la loi d'orientation et de programmation pour la performance intérieure
90	Mettre en œuvre un traitement automatisé de données à caractère personnel et remettre à plat les dispositifs sur les contrôles de fichiers police-gendarmerie	Annonce								20/11/08 - Décret n° 2008-1199 portant retrait du décret no 2008-632 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé "EDVIGE". 11/12/08 - Remise du rapport de contrôle des fichiers police-gendarmerie. 27/05/09 - Loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure présentée en Conseil des ministres. 16/02/10 - Adoption par l'assemblée nationale de la loi d'orientation et de programmation pour la performance intérieure

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
91	Réformer le système français de sécurité civile et notamment le volontariat	Annonce							06/08 - Adoption du nouveau référentiel le référentiel commun sur le secours à personne et l'aide médicale urgente. 02/04/09 - Installation de la commission Ambition Volontariat. 17/09/09 - Remise du rapport de la commission "Ambition volontariat". 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
92	Renforcer la capacité des services enquêteurs, la formation spécialisée des magistrats, des enquêteurs et des experts et la prévention en direction des opérateurs publics et privés pour lutter contre la corruption	Promesse							20/01/09 - Circulaire de la DACG CRIM no 09-02/G3 du 20 janvier 2009 relative à la lutte contre la corruption et au service central de prévention de la corruption. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
93	Refuser de revenir à la police de proximité	Promesse							08/02/08 - Le "Plan Espoir Banlieues" inclut la création de "200 unités territoriales de quartiers"
<b>&gt; Objectif 9 - Poursuivre l'effort en matière de sécurité routière</b>									
94	Mettre en place un nouveau système d'immatriculation des véhicules dans lequel la mention du département sera facultative	Annonce							14/04/09 - Lancement du nouveau système d'immatriculation, le numéro du département est obligatoire
95	Passer sous la barre des 3 000 personnes tuées par an sur les routes d'ici à 2012 en renforçant notamment les contrôles et les sanctions pour lutter contre la vitesse avec le déploiement de 500 nouveaux radars par an pendant 5 ans, en renforçant la lutte contre l'alcool au volant ou la conduite après usage de stupéfiant	Annonce							13/02/08 - F. Fillon réaffirme les grands axes de la politique nationale de la sécurité routière. 18/02/09 - Arrêté relatif aux journées d'interdiction de transport d'enfants par des véhicules affectés au transport en commun de personnes en 2009. 15/09/09 - Nouvelle campagne de sensibilisation. 18/02/10 - F.Fillon préside un comité interministériel de la sécurité routière
96	Sécuriser les passages à niveau	Annonce							26/06/08 - D. Bussereau présente son action pour la sécurisation des passages à niveau. 18/12/08 - Inauguration du premier radar au passage à niveau. 25/06/09 - Première journée européenne de sécurité routière aux passages à niveau à l'initiative de la France. 29/07/09 - D.Bussereau signe une charte pour sécuriser les passages à niveaux d'ici à 2014
97	Imposer la confiscation obligatoire des véhicules, en cas de récidive, pour les auteurs d'un délit de grand excès de vitesse, de conduite sous l'emprise d'un état alcoolique ou sous l'influence de stupéfiants ou de conduite sans permis	Annonce							11/08/08 - Lancement des premiers tests salivaires pour détecter la présence de stupéfiant chez les conducteurs. 27/05/09 - Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure présentée en Conseil des ministres. 18/02/10 - Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure adoptée par l'Assemblée nationale
98	Réprimer le trafic de points du permis de conduire	Annonce							19/01/09 - M. Alliot-Marie présente les grandes orientations de la future Loi d'Orientation et de Programme pour la Sécurité Intérieure. 27/05/09 - Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure présentée en Conseil des ministres. 18/02/10 - Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure adoptée par l'Assemblée nationale
99	Créer une peine complémentaire obligeant les auteurs de délits dues à l'alcool à ne conduire que des véhicules équipés d'un dispositif antidémarrage. Contre la conduite sous l'influence de stupéfiants, les contrôles sur les routes seront multipliés grâce aux tests salivaires	Annonce							19/01/09 - M. Alliot-Marie présente les grandes orientations de la future Loi d'Orientation et de Programme pour la Sécurité Intérieure. 27/05/09 - Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure présentée en Conseil des ministres. 18/02/10 - Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure adoptée par l'Assemblée nationale
100	Réformer le permis de conduire en modulant les modalités et le temps d'obtention, et le coût	Annonce							13/01/09 - Présentation des décisions du Comité interministériel de la sécurité routière pour réformer le permis. 07/01/10 - D.Bussereau fait le bilan de la réforme du permis de conduire
101	Redéployer les unités spécialisées de la gendarmerie sur le réseau routier secondaire. C'est là, et non sur les autoroutes, que se produisent la plus grande partie des accidents	Annonce							27/05/09 - Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure présentée en Conseil des ministres. 18/02/10 - Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure adoptée par l'Assemblée nationale
<b>TOTAL</b>		<b>34</b>	<b>3</b>	<b>40</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	

**Notation**

<b>Mise en œuvre des réformes (coef 2)</b> - au 15 avril 2010, 38,54% des mesures sont mises en oeuvre	7,71 /20
<b>Efficacité de l'action (coef 2)</b> - au 15 avril 2010, 35,42% des mesures sont pleinement réalisées	7,1 /20
<b>Cohérence de l'action (coef 1)</b> - au 15 avril 2010, 85,42% des mesures lancées sont conformes aux annonces	17,09 /20
<b>Note globale</b>	<b>9,5 /20</b>